

1992 : Chávez, du putschiste au caudillo



Au Venezuela, le 4 février 1992, le Mouvement bolivarien révolutionnaire-200, dirigé par Hugo Chávez, lance un coup d'État. Malgré son échec, cette date marque pour le leader vénézuélien le début de sa « Révolution bolivarienne ». Vingt ans plus tard, alors qu'il est au pouvoir depuis 1998, Chavez jouit d'un soutien inconditionnel de la part d'une partie de la gauche antilibérale occidentale. Son action politique est pourtant bien éloignée du mythe d'un "socialisme du XXIe siècle".

Le 4 février 1992, à 6 heures du matin, un groupe de soldats mutinés lance une insurrection civilo-militaire « contre l'incompétence du pouvoir » du président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, et « contre la corruption et la misère ». La tentative échoue mais Chávez passe 10 secondes à la télévision et réussit le tour de force de transformer la défaite militaire, qui voit 19 morts et un millier de militaires arrêtés, en victoire politique. Ce message va travailler en profondeur le peuple vénézuélien dans les années suivantes et à partir du 4 février 1992, Hugo Chávez prend le visage d'un *caudillo*, dans la tradition latino-américaine, c'est-à-dire d'un leader charismatique porté par les masses.

Ce 4 février 1992 marque un tournant dans la vie politique vénézuélienne, et surtout dans la carrière de Chávez qui a décrètera par la suite le 4 février jour de fête nationale.

Fils d'instituteurs, sans doute influencé par le Parti communiste, Hugo Chávez entre à l'Académie militaire du Venezuela. Après ses études il intègre l'armée, où il accède rapidement au grade de lieutenant-colonel. Le 24 juillet 1983, 200^e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar, un des pères de l'indépendance de l'Amérique latine vis-à-vis de l'Espagne, Chávez crée, au sein de l'armée, le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200 (MBR-200) sorte de loge militaire d'orientation socialiste qui regroupe des jeunes officiers aux dents longues.

Durant sa période de détention, après le coup d'Etat manqué de 1992, Chávez gagne une popularité considérable. Il réussit à diffuser une vidéo dans laquelle il appelle la population vénézuélienne à l'insurrection. Un nouveau coup d'État est alors lancé par le MRB-200, une nouvelle fois mis en échec, mais qui pointe la faillite du gouvernement vénézuélien et plus particulièrement de son président. En 1993, Pérez est inculpé pour détournement de fonds et, le 21 mai, il est destitué. Aux élections de 1994, le démocrate-chrétien Rafael Caldera est élu à la tête du pays. Parmi ses engagements de campagne figure l'amnistie des prisonniers politiques liés aux coups d'État de 1992.

Chávez est libéré le 27 mars 1994. Il débute alors une longue campagne politique qui le présente comme le « fléau de l'oligarchie et le héros des pauvres », et qui s'accompagne de la création du Mouvement pour la Cinquième République (MCR)¹. En 1998, enfin, Chávez accède à la présidence de la république avec 56 % des voix.

¹ Chávez et le MCR reçoivent le soutien d'une partie des organisations de gauche, parmi lesquelles le très orthodoxe Parti communiste du Venezuela, différents groupes sociaux-démocrates convertis par Chávez au bolivariisme, des groupes populistes tels que l'Union du peuple vénézuélien, des militants associatifs, syndicaux, etc.

Un pays sous tutelle

Au cours des années 1970, le Venezuela est devenu la « vitrine » des États-Unis en Amérique latine, leur point d'appui face à Cuba. Les gouvernements successifs, sociaux-démocrates ou démocrates-chrétiens, ont engagé une politique libérale féroce en parfait accord avec le FMI. Cela a provoqué une telle vague de précarité et de misère qu'une insurrection populaire a éclaté le 27 février 1989. Le pouvoir politique a donné l'ordre à l'armée de tirer sur la foule, faisant plusieurs milliers de morts. Cette tragédie est déterminante dans la constitution du futur MBR-200 par des officiers de gauche, dont Chávez.

Lorsque ce dernier emporte les élections en 1998, le pays se trouve donc dans une situation économique et sociale désastreuse.

La révolution bolivarienne

Dès son arrivée au pouvoir Chávez ne cesse de clamer haut et fort que le Venezuela s'est lancé dans une « révolution bolivarienne ». Il tente d'ancrer son action politique dans l'histoire, en faisant des références permanentes à Bolivar et en reprenant dans son discours de nombreuses références à la lutte contre la colonisation espagnole au XVIII^e siècle.

Dès 1999, Chávez décide de convoquer une Assemblée constituante. Une nouvelle Constitution est approuvée par référendum en décembre. Pour les chavistes elle porte le nom de « Constitution bolivarienne » considérant qu'elle est directement inspirée de l'idéologie politique et philosophique de Simón Bolivar.

Malgré un phrasé révolutionnaire la « Révolution Bolivarienne » a surtout pour objectif la reprise en main par l'État des ressources naturelles pour favoriser une meilleure répartition des richesses, et l'émergence d'un véritable capitalisme national, qui ne soit plus inféodé aux puissances étrangères.

L'ancrage populaire de Chávez est bien réel, même si à partir de 2001 les confrontations sont de plus en plus fréquentes avec une partie de la population.

Le 11 avril 2002 une manifestation de 50.000 personnes se dirige vers le palais présidentiel. Des heurts entre manifestants anti et pro-Chávez font 15 morts. Par la suite, des militaires parviennent à séquestrer le président. Dès le lendemain, le nouveau pouvoir est mis à mal par une mobilisation populaire de grande importance. Le gouvernement chaviste reprend, dès le 13 avril sa place, dans une atmosphère particulièrement tendue, ouvrant la voie à des mobilisations de plus en plus fréquentes de l'opposition.

Le socialisme du XXI^e siècle

Sa « Révolution bolivarienne », Chávez ne souhaite pas la circonscrire aux seules frontières du Venezuela. Preuve en est la création en 2005 de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba) qui a pour objectif de développer la coopération économique, politique et sociale des pays dits « socialistes » d'Amérique du Sud.

Chávez a une vision bien particulière du socialisme, qu'il ne fonde pas sur la lutte des classes, mais qu'il veut bâtir main dans la main avec le patronat, dans un cadre national. Drôle de socialisme que Chávez teinte d'un christianisme social où Jésus serait vu comme le premier vrai socialiste et Judas le premier capitaliste².

² Marc Saint-Upéry, « Huit questions et huit réponses provisoires sur la "révolution bolivarienne" », *Mouvements*, mai 2006.

La ligne politique patriote et socialiste de Chávez n'est pas un phénomène nouveau et se situe dans la droite ligne des précédents gouvernements nationalistes de gauche à travers le monde, comme ceux de Mossadegh en Iran (1951-1953), de Nasser en Égypte (1956-1970) ou encore de Kadhafi en Libye, dans les premiers temps de son règne.

Cette ligne politique et idéologique amène Chávez à entretenir des relations diplomatiques plus ou moins étroites avec tout ce que la planète comporte d'anti-impérialistes. Outre son admiration à l'égard du régime cubain, il a noué des liens avec l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad et le Biélorusse Loukachenko, soutenu Kadhafi face à son peuple en 2011, ou encore, en décembre 2011, adressé ses "plus sincères condoléances" après la mort de Kim Jong-il.

Du pétrole pour les pauvres

Le pétrole joue, depuis la seconde moitié du XXe siècle, un rôle central dans la vie politique vénézuélienne et donne à Chávez une arme de poids face aux Etats-Unis.

L'économie pétrolière a été, à l'origine, accaparée par les multinationales, notamment américaines. Une politique de nationalisation a été initiée à partir de 1975, mais les revenus pétroliers sont restés réservés aux investisseurs et à la clientèle de l'État.

Enzo Del Búfalo, un économiste marxiste critique du régime résume ainsi la politique mise en place par Chávez à son arrivée au pouvoir : « *L'objectif numéro un est d'utiliser l'industrie pétrolière comme une source de revenus fiscaux et d'essayer de maximiser ces revenus pour financer des dépenses croissantes, mal organisées, caractérisées par un énorme gaspillage et une très faible efficacité, mais par une forte rentabilité politique. [...] Le Venezuela est de nouveau un pays pratiquement mono-exportateur, et les industries nationales de base [publiques], qui pesaient d'un poids non négligeable, ne représentent plus qu'une part minime des exportations.* »

L'industrie pétrolière finance donc des programmes sociaux qui augmentent significativement au début du mandat de Chávez, mais qui diminuent à partir de 2002, du fait de l'évolution des recettes pétrolières.

Il serait faux de croire que Chávez et ses alliés n'ont rien fait pour les pauvres. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis sur la réalité sociale du pays. Les statistiques officielles sont sujettes à caution, tout autant que les chiffres catastrophistes avancés par les antichavistes. Il semble bel et bien que la pauvreté ait reculé depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir. Trois grands secteurs ont été particulièrement visés : l'éducation, la santé et la sécurité sociale, le gouvernement assurant, en théorie, la gratuité du système scolaire et de la santé. Ces politiques sociales en faveur des plus pauvres ont amené à Chávez un réel et sincère soutien populaire. Mais la gestion de ces réformes sociales amène à la conclusion que les revenus financiers du pétrole sont utilisés pour « acheter », par le biais d'un système largement lié au clientélisme, le soutien des masses populaires³.

Outre le financement de cette politique sociale, le pétrole permet également à Chávez de jouer un rôle diplomatique majeur. Il s'efforce de rendre à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) un rôle géopolitique de premier ordre, met en place une aide économique en direction de Cuba, développe les relations économiques entre les pays du Sud, etc.

Quelle place pour les contre-pouvoirs ?

Un des aspects particuliers de la « Révolution bolivarienne » tient à la place occupée par la population dans le processus démocratique, des conseils locaux étant mis en place dans tous le pays. Mais ces conseils correspondent-ils au slogan « Tout le pouvoir au peuple » brandit par Chávez ? En

³ Marc Saint-Upéry, « Huit questions et huit réponses provisoires sur la "révolution bolivarienne" », *Mouvements*, mai 2006.

pratique, ils revêtent davantage le rôle de courroie de transmission des décisions gouvernementales et de « milices » politiques défendant leur caudillo coûte que coûte.

Toujours dans cette optique de "démocratie participative", la Constitution bolivarienne prévoit la révocabilité de tous les élus, y compris du président. Cette dernière possibilité a été utilisée en 2004 par l'opposition mais, une fois encore, Chávez a obtenu le soutien de la population en recueillant 58% des suffrages⁴.

Sur le plan syndical, pour concurrencer la Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV) proche des démocrates-chrétiens et inféodée au patronat, le pouvoir chaviste finance la création d'une centrale syndicale, l'Unión Nacional de los Trabajadores. À l'intérieur de cette centrale, possible courroie de transmission de la politique du régime, des syndicalistes de lutte, trotskistes et aussi libertaires, tentent de faire vivre une démocratie ouvrière, et de constituer une force d'opposition au pouvoir chaviste.

Du côté de l'extrême gauche et des mouvements libertaires, il existe des approches différentes des combats à mener. Par exemple le Comité de relations anarchistes qui édite le journal *El Libertario* considère que la lutte contre le chavisme est nécessaire. D'autres groupes préfèrent une inscription tactique, et critique, dans le le mouvement bolivarien. Leur place dans le paysage politique vénézuélien reste néanmoins très marginale, et peine à influencer sur les mouvements sociaux.

Ces mouvements subissent néanmoins une répression par le pouvoir central ainsi que par le PSUV⁵ et les milices qu'il a constituées depuis sa création en 2007. De nombreux syndicalistes, oppositionnels sont en effet arrêtés voire même assassinés chaque année au Venezuela⁶.

Médiatiquement enfin, Chávez n'a jamais été épargné. Des télévisions, radios et journaux, majoritaires en termes d'audience, ont par exemple appelé et soutenu ouvertement le coup d'État contre lui en 2002. S'il existe des lois pour prohiber les insultes contre la personne du président, dans la réalité il n'existe pas à proprement parler de censure.

Les soutiens en France

En France, comme ailleurs, Chávez a bénéficié depuis son accession au pouvoir d'un soutien large dans une partie de la gauche radicale et des altermondialistes, prenant en quelque sorte la place du Brésilien Lula dans le cœur de la gauche étatiste. Parmi ses soutiens, on retrouve *Le Monde diplomatique* et plus particulièrement son ancien directeur, Ignacio Ramonet, également président d'honneur d'Attac qui apporte, à longueur de papiers, un soutien totalement acritique à Chávez et ne voit en lui qu'un « apôtre » de la lutte contre la mondialisation néolibérale.

Plus anecdotique, la présence sur la toile du site PastoucheaUVenezuela.com animé par La Riposte, un groupe trotskiste engagé dans le PCF.

Outre ce soutien politique affiché, Jean-Luc Mélenchon est sans doute le plus parfait représentant de ce que pourrait être un chavisme à la française, avec la mise en place d'un étatisme social qui veut façonner un « bon » capitalisme national, et qui en conséquence montre du doigt les « mauvais » capitalistes financiers et transnationaux.

Entre la position des libéraux, qui voient dans Chávez une menace contre l'économie de marché, et les soutiens aveugles du caudillo vénézuélien, il existe une alternative : considérer que c'est au

⁴ C'est avec un score comparable de 60% que Chávez est réélu en décembre 2006

⁵ Le Parti socialiste unifié du Venezuela a été créé en 2007 par Hugo Chávez pour regrouper les forces présentes dans la coalition depuis 1998. Certaines organisations ont cependant refusé de participer à la création de ce parti, comme le Parti communiste du Venezuela.

⁶ Lire à ce sujet l'appel « Contre la criminalisation des mouvements sociaux au Venezuela » sur Communisme-ouvrier.info.

peuple vénézuélien d'opérer sa propre révolution, en faisant table rase du socialisme bureaucratique et antidémocratique de Chávez, sans « tomber dans les bras » des Américains.

Guillermo (AL Angers) 9 mars 2012